

5. Pour le vaccin contre l'hépatite B, on utilisera le vaccin visé dans l'arrêté royal du 18 décembre 1995 modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés. Le dosage recommandé sera de 10 µgr pour les nourrissons et pour les adolescents.

La Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

La Ministre-Présidente de la Communauté française,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

M. COLLA

La Ministre flamande des Finances,
du Budget et de la Politique de la Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale

et Membre du Collège réuni

compétent pour la Politique de Santé,

H. HASQUIN

Le Ministre wallon de l'Action sociale,

du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale
et Membre du Collège de la Commission communautaire française
chargé de la Santé,

E. TOMAS

Le Ministre-Président, de la Communauté germanophone, Ministre des
Finances, des Relations internationales, de la Santé, de la Famille et
des Seniors, du Sport et du Tourisme,

J. MARAITE

5. Voor vaccinatie tegen hepatitis B gebruikt men het vaccin zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 18 december 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde produkten. Voor zuigelingen en adolescenten bedraagt de aanbevolen dosis 10 µgr.

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsregering,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

M. COLLA

De Vlaamse Minister van Financiën,
Begroting en Gezondheidsbeleid,

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

De Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

en Lid van het Verenigd College

bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

J. CHABERT

De Minister van Sociale Actie,

Huisverting en Gezondheid, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

De Staatsecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
en lid van het College van de Franse Gemeenschapcommissie,
bevoegd voor Gezondheid,

E. TOMAS

De Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap, Minister van
Financiën, Buitenlandse betrekkingen, Gezondheid, Gezin en Bejaarden,
Sport en Toerisme,

J. MARAITE

Minister-Präsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Minister für Finanzen, Internationale Beziehungen, Gesundheit,
Familie und Senioren, Sport und Tourismus,

J. MARAITE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 785

[97/29140]

19 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant et complétant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée en dernier lieu par le décret du 18 mai 1993;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 2 juin 1995;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1996;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 24 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 février 1997;

Vu le protocole du 12 février 1997 du Comité de Secteur IX;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'adapter au plus vite les dispositions afin de permettre la liquidation de dossiers d'admission à la pension de certains membres du personnel, dossiers actuellement tenus en suspens;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le chapitre J « Du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat » de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel que modifié, les dispositions relatives à la fonction d'« assistant » sont abrogées et les dispositions relatives à la fonction d'« auxiliaire social » sont remplacées par les dispositions qui suivent :

« Auxiliaire social

— porteur du diplôme d'auxiliaire social, délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 février 1952 organique de l'enseignement du service social..... 315/1

Régime transitoire

a) entré en service avant le 1^{er} avril 1965..... 216

b) entré en service au plus tard le 31 mars 1972 et porteur du diplôme de formation psychologique, institué par l'arrêté royal du 3 septembre 1963 à condition que ce diplôme ait été obtenu après avoir suivi un cours entamé au plus tard le 31 décembre 1972..... 216

c) entré en service entre le 1^{er} avril 1965 et le 31 mars 1972 :

— porteur d'un diplôme d'une école technique supérieure du 1^{er} degré (A1)..... 216

— porteur d'un diplôme d'une école technique secondaire supérieure (A2), et qui a obtenu l'assimilation prévue à l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957 fixant les conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier et d'infirmière et les conditions de l'exercice de la fonction, tel qu'il a été modifié par l'article 6 de l'arrêté royal du 11 juillet 1960..... 216

— porteur d'autres titres..... 040

d) entré en service après le 31 mars 1972 :

— porteur d'un diplôme d'une école technique supérieure du 1^{er} degré (A1)..... 315/1

— porteur d'un diplôme d'une école technique secondaire supérieure (A2), et qui a obtenu l'assimilation prévue à l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957 fixant les conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier et d'infirmière et les conditions de l'exercice de la fonction, tel qu'il a été modifié par l'article 6 de l'arrêté royal du 11 juillet 1960..... 315/1

Pour l'application des dispositions précitées sont assimilés au diplôme d'une école technique supérieure, le diplôme d'instituteur ou le diplôme d'humanités, complétés par le diplôme d'assistant social délivré par une école du niveau secondaire supérieur.

e) entré en service après le 31 août 1979 :

— porteur du diplôme de conseiller social délivré conformément à l'arrêté royal du 28 février 1952, comme fixé à l'article 10, c de l'arrêté royal du 13 août 1962 315/1

Auxiliaire paramédical

a) porteur du diplôme d'accoucheuse, d'infirmier-gradué hospitalier, d'infirmier gradué psychiatrique, d'infirmier gradué de pédiatrie ou d'infirmier gradué social, délivrés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation du diplôme d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1960..... 315/1

b) les candidats qui, conformément à l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957, tel que modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1960, sont autorisés à porter le titre d'infirmier-gradué hospitalier 315/1

Régime transitoire

a) entré en service avant le 1^{er} avril 1965..... 216

b) entré en service au plus tard le 31 mars 1972 et porteur du diplôme de formation psychologique, institué par l'arrêté royal du 3 septembre 1963 à condition que ce diplôme ait été obtenu après avoir suivi un cours entamé au plus tard le 31 décembre 1972..... 216

c) entré en service entre le 1^{er} avril 1965 et le 31 mars 1972 :

— porteur d'un diplôme d'une école technique supérieure du 1^{er} degré (A1)..... 216

— porteur d'un diplôme d'une école technique secondaire supérieure (A2), et qui a obtenu l'assimilation prévue à l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957 fixant les conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier et d'infirmière et les conditions de l'exercice de la fonction, tel qu'il a été modifié par l'article 6 de l'arrêté royal du 11 juillet 1960..... 216

— porteur d'autres titres.....	040
<i>d) entré en service après le 31 mars 1972 :</i>	
— porteur d'un diplôme d'une école technique supérieure du 1er degré (A1).....	315/1
— porteur d'un diplôme d'une école technique secondaire supérieure (A2), et qui a obtenu l'assimilation prévue à l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957 fixant les conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier et d'infirmière et les conditions de l'exercice de la fonction, tel qu'il a été modifié par l'article 6 de l'arrêté royal du 11 juillet 1960.....	315/1
Pour l'application des dispositions précitées sont assimilés au diplôme d'une école technique supérieure, le diplôme d'instituteur ou le diplôme d'humanités, complétés par le diplôme d'assistant social délivré par une école du niveau secondaire supérieur.	
<i>e) entré en service après le 31 août 1979 :</i>	
— porteur du diplôme d'infirmier(ière) d'hygiène social(e), du diplôme d'infirmier(ière) hygiéniste social(e) ou du diplôme d'infirmière, comme fixé à l'article 10, c, de l'arrêté royal du 13 août 1962.....	315/1
Auxiliaire psycho-pédagogique	
<i>a) porteur du certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller ou d'assistant en orientation professionnelle, délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 22 octobre 1936.....</i>	315/1
<i>b) le diplôme d'assistant en psychologie, délivré par un établissement organisé, subventionné ou agréé par l'Etat.....</i>	315/1
Régime transitoire :	
<i>a) entré en service avant le 1er avril 1965.....</i>	216
<i>b) entré en service au plus tard le 31 mars 1972 et porteur du diplôme de formation psychologique, institué par l'arrêté royal du 3 septembre 1963 à condition que ce diplôme ait été obtenu après avoir suivi un cours entamé au plus tard le 31 décembre 1972.....</i>	216
<i>c) entré en service entre le 1er avril 1965 et le 31 mars 1972 :</i>	
— porteur d'un diplôme d'une école technique supérieure du 1er degré (A1).....	216
— porteur d'un diplôme d'une école technique secondaire supérieure (A2), et qui a obtenu l'assimilation prévue à l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957 fixant les conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier et d'infirmière et les conditions de l'exercice de la fonction, tel qu'il a été modifié par l'article 6 de l'arrêté royal du 11 juillet 1960.....	216
— porteur d'autres titres.....	040
<i>d) entré en service après le 31 mars 1972 :</i>	
— porteur d'un diplôme d'une école technique supérieure du 1er degré (A1).....	315/1
— porteur d'un diplôme d'une école technique secondaire supérieure (A2), et qui a obtenu l'assimilation prévue à l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957 fixant les conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier et d'infirmière et les conditions de l'exercice de la fonction, tel qu'il a été modifié par l'article 6 de l'arrêté royal du 11 juillet 1960.....	315/1
Pour l'application des dispositions précitées sont assimilés au diplôme d'une école technique supérieure, le diplôme d'instituteur ou le diplôme d'humanités, complétés par le diplôme d'assistant social délivré par une école du niveau secondaire supérieur. »	

Art. 2. Dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, l'échelle de traitement de la classe « 23 ans » désignée par l'indice « 315/1 » est supprimée et remplacée dans les échelles de traitement de la classe « 22 ans », par ce qui suit :

« a) à la date du 1er octobre 1991

315/1

611.470 — 1.087.276

3¹ × 20.978

12² × 34.406

b) à la date du 1er novembre 1991

315/1

617.585 — 1.098.149

3¹ × 21.188

12² × 34.750 »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1991.

Art. 4. La Ministre-Présidente ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 février 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

L. ONKELINX

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 785

[29140]

19 FEBRUARI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging en ter aanvulling van het besluit d.d. 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964, betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, zoals ze gewijzigd werd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals het gewijzigd werd;

Gelet op het besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel bij rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 september 1996;

Gelet op het protocol van 12 februari 1997 van Sectorcomité IX;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het nodig is onverwijld de bepalingen aan te passen om de likwidatie van de dossiers van toelating tot het pensioen mogelijk te maken voor sommige personeelsleden, daar deze dossiers thans in beraad zijn gehouden;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1997,

Besluit :

Artikel 1. In het hoofdstuk J « Personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat » van bovenvermeld besluit d.d. 7 juni 1974, zoals gewijzigd worden de bepalingen betreffende het ambt « maatschappelijk assistent » door de volgende bepalingen vervangen :

« Maatschappelijk assistent »

— Houder van een diploma van maatschappelijk assistent, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 28 februari 1952 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale dienst.....	315/1
— Overgangstelsel	
a) in dienst getreden vóór 1 april 1965.....	216
b) in dienst getreden uiterlijk vóór 31 maart 1972 en houder van het diploma voor psychologische opleiding ingericht bij het koninklijk besluit van 3 september 1963 op voorwaarde dat dit diploma werd verkregen nadat de houder een cursus volgde die uiterlijk op 31 december 1972 aanving.....	216
c) in dienst getreden tussen 1 april 1965 en 31 maart 1972 :	
— houder van een diploma van een technische hogeschool van de eerste graad (A1)	
— houder van een diploma van het hoger secundair onderwijs van een technische school (A2) en die de gelijkstelling verkreeg bepaald in artikel 25 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 tot vaststelling van de toekeningsvoorwaarden voor de diploma's van vroedvrouw, verpleger en verpleegster en de voorwaarden voor het uitoefenen van het ambt, zoals gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit d.d. 11 juli 1960.....	216
— houder van andere bekwaamheidsbewijzen.....	040
d) in dienst getreden na 31 maart 1972 :	
— houder van een diploma van een technische hogeschool van de eerste graad (A1).....	315/1
— houder van een diploma van het hoger secundair onderwijs van een technische school (A2) en die de gelijkstelling verkreeg bepaald in artikel 25 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 tot vaststelling van de uitreikingsvoorwaarden voor de diploma's van vroedvrouw, verpleger en verpleegster en de voorwaarden voor het uitoefenen van het ambt zoals gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 11 juli 1960.....	315/1

Voor de toepassing van bovenvermelde bepalingen worden gelijkgesteld met het diploma van een technische hogeschool het diploma van onderwijzer of het diploma van humaniora, aangevuld met het diploma van maatschappelijk assistent uitgereikt door een school van het hoger secundair niveau.

<i>e)</i> in dienst getreden na 31 augustus 1979 :	
— houder van het diploma van maatschappelijk adviseur, uitgereikt overeenkomstig het koninklijk besluit d.d. 28 februari 1952, zoals bepaald in artikel 10, c, van het koninklijk besluit d.d. 13 augustus 1962.	
Paramedisch assistent.	
<i>a)</i> houder van het diploma van vroedvrouw, van gegradueerd ziekenhuisverpleger, van gegradueerd psychiatrische verpleegster, van gegradueerd kinderverpleger, of van gegradueerd maatschappelijk verpleger, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van 17 augustus 1957 houdende de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster, wordt toegekend, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juli 1960.....	315/1
<i>b)</i> de kandidaten die overeenkomstig artikel 25 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juli 1960, gemachtigd zijn, de graad van gegradueerd ziekenhuisverpleger te dragen.....	315/1
Overgangsstelsel	
<i>a)</i> in dienst getreden vóór 1 april 1965	
<i>b)</i> in dienst getreden uiterlijk op 31 maart 1972 en houder van het diploma van psychologische opleiding, ingericht bij het koninklijk besluit van 3 september 1963 op voorwaarde dat dit diploma verkregen werd nadat de houder een uiterlijk op 31 december 1972 aangevangen cursus gevolgd had ..	216
<i>c)</i> in dienst getreden tussen 1 april 1965 en 31 maart 1972;	
— houder van een diploma van een technische hogeschool van de 1e graad (A1).....	216
— houder van een diploma van een technische school hoger secundair onderwijs (A2) en die de gelijkstelling bepaald bij artikel 25 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend en van de voorwaarden waaronder het ambt wordt uitgeoefend, zoals gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit d.d. 11 juli 1960 heeft verkregen;	
— houder van andere bekwaamheidsbewijzen.	
<i>d)</i> in dienst getreden na 31 maart 1972 :	
— houder van een diploma van een technische hogeschool van de 1e graad (A1).....	315/1
— houder van een diploma van een technische school hoger secundair onderwijs (A2) en die de gelijkstelling heeft verkregen bepaald bij artikel 25 van bovenvermeld besluit d.d. 17 augustus 1957, zoals gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit d.d. 11 juli 1960.....	315/1
Vóór de toepassing van bovenvermelde bepalingen worden gelijkgesteld met het diploma van een technische hogeschool het diploma van onderwijzer of het diploma van humaniora, aangevuld met het diploma van maatschappelijk assistent uitgereikt door een school van hoger secundair onderwijs.	
<i>e)</i> in dienst getreden na 31 augustus 1979 :	
— houder van het diploma van verpleger (verpleegster) inzake maatschappelijke hygiëne, het diploma van verpleger (verpleegster) maatschappelijk hygiënist, of het diploma van verpleegster, zoals vastgelegd in artikel 10, c, van het koninklijk besluit d.d. 13 augustus 1962.....	315/1
Psycho-pedagogisch assistent	
<i>a)</i> houder van het bekwaamheidsgetuigschrift voor het ambt van adviseur of assistent inzake beroepsoriëntering, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 22 oktober 1936.....	315/1
<i>b)</i> het diploma van assistent in de psychologie, uitgereikt door een door de Staat ingerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.....	315/1
Overgangsstelsel :	
<i>a)</i> in dienst getreden vóór 1 april 1965.....	216
<i>b)</i> in dienst getreden uiterlijk op 31 maart 1972 en houder van het diploma voor psychologische opleiding, ingericht bij het koninklijk besluit d.d. 3 september 1963 op voorwaarde dat dit diploma werd behaald na een uiterlijk op 31 december 1972 aangevangen cursus te hebben gevolgd.	
<i>c)</i> in dienst getreden tussen 1 april 1965 en 31 maart 1972 :	
— houder van een diploma van een technische hogeschool van de 1e graad (A1)	
— houder van een diploma van een technische hogeschool (A2) en die de gelijkstelling bepaald in artikel 25 van het koninklijk besluit d.d. 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw verpleger of verpleegster wordt toegekend en de voorwaarden waaronder het ambt wordt uitgeoefend, zoals gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit d.d. 11 juli 1960.....	216
— houder van andere bekwaamheidsbewijzen.....	040
<i>d)</i> in dienst getreden na 31 maart 1972 :	
— houder van een diploma van een technische hogeschool van de 1e graad (A1).....	315/1
— houder zijn van een technische school hoger secundair onderwijs (A2) en die de gelijkstelling heeft verkregen, bepaald bij artikel 25 van het koninklijk besluit d.d. 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend en de voorwaarden, waaronder het ambt wordt uitgeoefend, zoals gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit d.d. 11 juli 1960.....	315/1

Voor de toepassing van bovenvermelde bepalingen worden gelijkgesteld met het diploma van een technische hogeschool, het diploma van onderwijzer of het diploma van humaniora, aangevuld met het diploma van maatschappelijk assistent uitgereikt door een school van hoger secundair onderwijs.

Art. 2. In de tabel gevoegd bij bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 27 juni 1973, wordt de weddeschaal van de klas « 23 jaar » aangewezen door index « 315/1 » geschrapt en vervangen in de weddeschalen van de klas « 22 jaar » door hetgeen volgt:

a) op 1 oktober 1991;

315/1

611.470 — 1.087.276

3¹ × 20.978

12² × 34.406

b) op 1 november 1991

315/1

617.585 — 1.098.149

3¹ × 21.188

12² × 34.750 »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 oktober 1991.

Art. 4. De Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het statuut van het personeel van het Gemeenschapsonderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 februari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-Voorzitter,

belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,

L. ONKELINX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 786

[S - C - 97/3115]

13 MARS 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 1996 organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du Logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social et notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1996 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 février 1997,

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 février 1997;

Vu l'avis de la Société du Logement de la Région bruxelloise, donné le 25 février 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il faut procéder à des adaptations afin de corriger certains effets apparus lors de la mise en oeuvre de l'arrêté du 26 septembre 1996 organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public; ainsi que le fait que ces corrections doivent s'appliquer au calcul des loyers dus à partir du 1^{er} janvier 1997 et que la Société du Logement de la Région bruxelloise ainsi que les sociétés immobilières de service public doivent pouvoir, dans les meilleurs délais, disposer des instructions utiles au calcul des loyers ainsi revus,

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 4 mars 1997, en application de l'article 84, 1^{er} alinéa, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 786

[S - C - 97/3115]

13 MAART 1997. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van de woningen beheerd door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de openbare vastgoedmaatschappijen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 9 september 1993 houdende de wijziging van de Huisvestingscode voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sociale huisvestingssector, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van de woningen beheerd door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de openbare vastgoedmaatschappijen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 februari 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 februari 1997;

Gelet op het advies van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij gegeven op 25 februari 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat wijzigingen aangebracht moeten worden om bepaalde gevolgen van de toepassing van het besluit van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van de woningen beheerd door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de openbare vastgoedmaatschappijen weg te werken en op het feit dat deze wijzigingen dienen toegepast te worden op de berekening van de vanaf 1 januari 1997-verschuldigde huurprijzen en dat de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij over de instructies, die voor de berekening van de zodoende herziene huurprijzen nodig zijn, onverwijld moet kunnen beschikken;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 maart 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;